

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Analyse statistique 2023

Janvier 2024

Table des matières

Évolution des statistiques de la Cour en 2023.....	3
A. Nouvelles requêtes.....	3
B. Requêtes clôturées par une décision judiciaire et requêtes pendantes	3
C. Traitement des requêtes	3
1. Stade antérieur à l’attribution à une formation judiciaire	3
2. Décisions d’irrecevabilité ou de radiation du rôle	3
3. Requêtes communiquées	3
4. Arrêts	4
5. Demandes de mesures provisoires (article 39 du règlement).....	4
D. Politique de priorisation	4
E. Conclusion	4
Informations d’ordre général	5
Nombre de requêtes attribuées à une formation judiciaire	6
Traitement des requêtes	8

Évolution des statistiques de la Cour en 2023

Les statistiques de la Cour pour l'année 2023 révèlent une diminution du nombre de nouvelles requêtes attribuées à une formation judiciaire. Cela s'explique essentiellement par une baisse du nombre de requêtes attribuées en provenance de Russie, Türkiye, Serbie et Grèce.

A. Nouvelles requêtes

En 2023, 34 650 requêtes ont été attribuées à une formation judiciaire, ce qui représente une baisse globale de 24 % par rapport au chiffre de 2022 (45 500). Sur ce total, 21 000 ont été identifiées comme devant être examinées par un juge unique et étaient normalement appelées à être déclarées irrecevables (soit une diminution de 21 % par rapport à 2022). Comme les années passées, les requêtes relevant de la procédure de juge unique ont été traitées dès qu'elles ont été identifiées comme telles. En outre, 13 650 requêtes ont été identifiées comme devant probablement être traitées par une chambre ou un comité (soit une diminution de 27 % par rapport à 2022).

B. Requêtes clôturées par une décision judiciaire et requêtes pendantes

Au total, 38 260 requêtes ont été clôturées par une décision judiciaire, soit une diminution de 3 % par rapport au chiffre de 2022 (39 570). Le nombre des requêtes clôturées a dépassé celui des requêtes attribuées d'un peu plus de 3 600. Ainsi, le stock de requêtes attribuées qui étaient pendantes devant la Cour a baissé au cours de l'année, passant de 74 650 à 68 450.

C. Traitement des requêtes

1. Stade antérieur à l'attribution à une formation judiciaire

Au 31 décembre 2023, le nombre de requêtes pendantes au stade pré-judiciaire était de 4 000, soit 36 % de moins qu'à la même date l'année précédente (6 250). Le nombre de requêtes clôturées administrativement en 2023 s'est établi à 10 600, soit une baisse de 26 %. Il est à noter que 60 % de ces dossiers ont été clôturés pour défaut de conformité aux exigences de l'article 47 du règlement de la Cour (contenu d'une requête individuelle). Les autres dossiers ont été clôturés administrativement parce que les requérants n'avaient pas introduit de formulaire de requête dans le délai fixé par le greffe.

2. Décisions d'irrecevabilité ou de radiation du rôle

En 2023, 31 329 requêtes ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle par un juge unique, un comité, une chambre ou une Grande Chambre, soit une baisse de 12 % par rapport au chiffre de 2022 (35 402).

Les formations de juge unique ont statué en 2023 sur 25 834 requêtes, soit 16 % de moins qu'en 2022 (30 585). Ceci s'explique principalement par une diminution du nombre de requêtes attribuées à un juge unique en 2023.

En 2023, 2 425 requêtes ont été rayées du rôle par une chambre ou par un comité au moyen d'une décision faisant suite à un règlement amiable ou à une déclaration unilatérale (contre 2 208 en 2022), ce qui représente une hausse de 10 %. Le nombre des règlements amiables (1 801) a augmenté de 5 % (1 718 en 2022) et celui des déclarations unilatérales a augmenté de 27 % (624 contre 490 en 2022). En outre, 3 070 requêtes ont été déclarées irrecevables par une Grande Chambre, une chambre ou par un comité ou rayées du rôle par ces formations pour d'autres motifs (18 % de plus qu'en 2022).

3. Requêtes communiquées

En 2023, 16 623 requêtes ont été communiquées (contre 6 822 en 2022, soit une augmentation de 144 %). 57 % de ces requêtes ont été introduites à l'encontre de la Russie.

4. Arrêts

Le nombre de requêtes ayant donné lieu au prononcé d'un arrêt s'est élevé à 6 931 (contre 4 168 en 2022, soit une hausse de 66 %). Une proportion importante d'entre elles ont été jointes, ce qui a porté le nombre des arrêts rendus à 1 014 (soit une baisse de 13 % par rapport à 2022). En outre, 682 arrêts (concernant 6 386 requêtes) ont été adoptés par un comité de trois juges (- 14 % par rapport à 2022). Néanmoins, on peut constater une augmentation de + 80 % (6 386 contre 3 554 en 2022) du nombre des requêtes terminées par des arrêts de comité de trois juges, qui représentent 92 % des requêtes tranchées par un arrêt (contre 85 % en 2022). Cette année le nombre de requêtes terminées par un arrêt a atteint un nouveau record si on ne prend pas en considération l'arrêt *Burmych et autres c. Ukraine* (radiation) [GC], n^{os} 46852/13 et 12 147 autres, 12 octobre 2017).

5. Demandes de mesures provisoires (article 39 du règlement)

Le nombre total de décisions relatives à des demandes de mesures provisoires (2 634) a diminué de 15 % par rapport à 2022 (3 116). La Cour a fait droit à la demande dans 1 419 cas (contre 1 094 en 2022, soit une hausse de 30 %) et l'a rejetée dans 359 cas (contre 685 en 2022, soit une baisse de 48 %). 91 % des demandes accordées (1 297 demandes) concernaient des questions d'immigration en Belgique. Il est à noter que 94 % des demandes accueillies concernaient des cas autres que des expulsions ou des extraditions. Le restant des demandes ne relevaient pas du champ d'application de l'article 39 du règlement.

D. Politique de priorisation¹

Cette politique a pour but de concentrer davantage les ressources sur les affaires les plus importantes, à savoir celles qui relèvent des trois premières catégories (« requêtes prioritaires »). Au 31 décembre 2023, on dénombrait 20 334 requêtes pendantes dans ces catégories (soit une diminution de 15 % par rapport au début de l'année). Ce résultat a pu être obtenu grâce à une forte productivité dans ces catégories en 2023. En effet, 6 880 requêtes prioritaires ont été clôturées par une décision judiciaire, soit une augmentation de 66 % par rapport au chiffre de 2022 (4 152).

Le nombre de requêtes prioritaires communiquées au gouvernement défendeur a augmenté de 222 % par rapport à 2022 (10 114 contre 3 138 en 2022). Le nombre de requêtes prioritaires déclarées irrecevables ou rayées du rôle par une Grande Chambre, une chambre ou par un comité est en hausse de 20 % (1 509 en 2022, 1 805 en 2023). Le nombre de requêtes prioritaires rayées du rôle à la suite d'un règlement amiable ou d'une déclaration unilatérale est passé de 666 en 2022 à 794 en 2023 et celui ayant donné lieu à un arrêt a augmenté de 92 % en 2023 (2 643 en 2022, 5 075 en 2023). Ces chiffres élevés s'expliquent par le nombre des requêtes contre la Russie qui ont été traitées. En 2023, plus de 7 700 requêtes prioritaires contre la Russie ont été communiquées et plus de 3 700 requêtes ont été clôturées par une décision ou un arrêt.

E. Conclusion

La stratégie adoptée en 2020 pour un traitement plus ciblé et efficace des affaires dans le but de rationaliser le traitement des affaires prioritaires et « à impact » (c.-à-d. des affaires de chambre non prioritaires soulevant des questions centrales pertinentes pour l'État concerné et/ou pour le système de la Convention en général) a été mise en œuvre. Cette démarche a pour but de rehausser l'impact et la pertinence immédiate de l'action de la Cour pour les requérants et les États membres, de même que sa capacité à répondre à des questions juridiques centrales présentant un intérêt pour le système de la Convention dans son ensemble. Au 1^{er} janvier 2021, près de 18 000 requêtes étaient pendantes en catégorie IV. Au 1^{er} janvier 2024, environ 14 100 requêtes restaient pendantes en catégorie IV, parmi lesquelles 270 requêtes ont été identifiées comme ayant un « impact ». Cette stratégie a sans aucun doute permis de gérer plus efficacement des affaires importantes mais non prioritaires. Depuis janvier 2021, 704 requêtes « à impact » ont été examinées : 255 requêtes ont donné lieu à un arrêt (68 en 2023, 111 en 2022 et 76 en 2021), 59 ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle (18 en 2023, 21 en 2022 et 20 en 2021) et 390 ont été communiquées (67 en 2023, 87 en 2022 et 236 en 2021).

1. Les explications concernant la politique de priorisation de la Cour sont consultables sur le site internet de la Cour http://www.echr.coe.int/Documents/Priority_policy_FRA.pdf.

Informations d'ordre général

Tableau 1 Informations statistiques générales

1. Requêtes attribuées à une formation judiciaire [chiffres arrondis (50)]	2023	2022	+/-
Requêtes attribuées	34650	45500	-24%

2. Stades de procédure intermédiaires	2023	2022	+/-
Requêtes communiquées au Gouvernement	16623	6822	144%

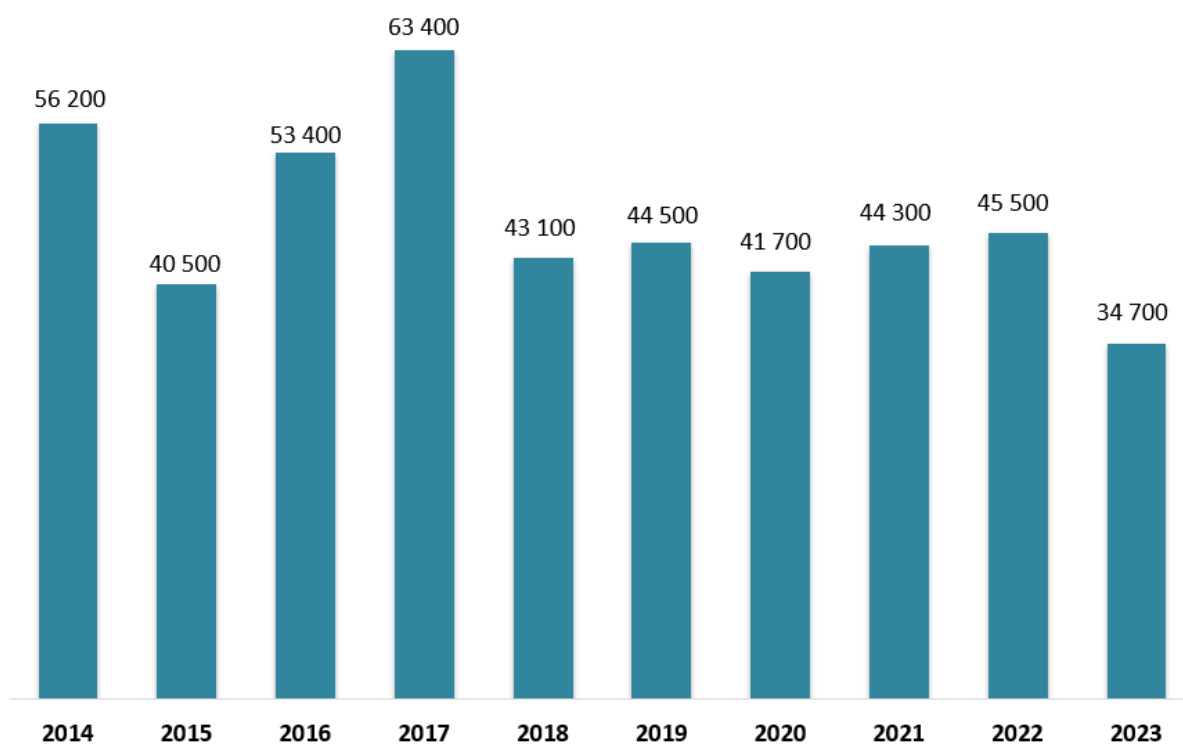
3. Requêtes jugées	2023	2022	+/-
Par décision ou arrêt	38260	39570	-3%
- un arrêt prononcé	6931	4168	66%
- une décision (irrecevabilité/radiation)	31329	35402	-12%

4. Requêtes pendantes [chiffres arrondis (50)]	31/12/2023	1/1/2023	+/-
Requêtes pendantes devant une formation judiciaire	68450	74650	-8%
- Chambre et Grande Chambre	18150	35100	-48%
- Comité	46150	34800	33%
- formation de Juge Unique	4150	4750	-13%

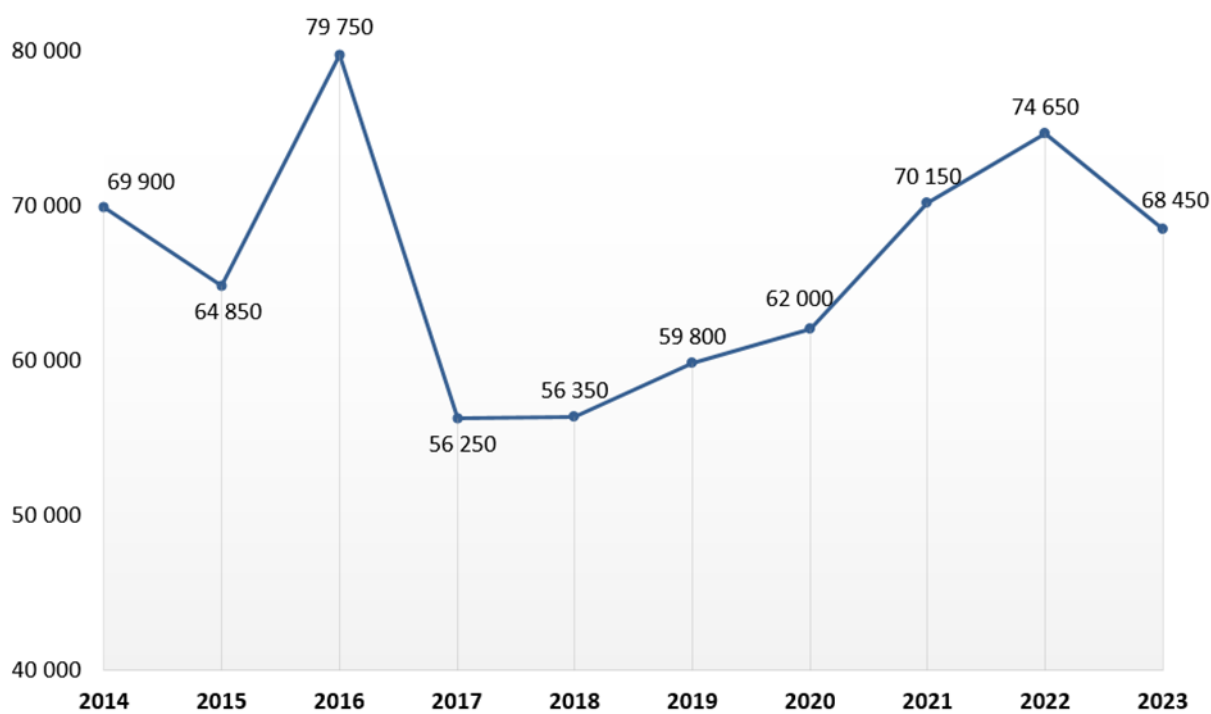
5. Requêtes pré-judiciaires [chiffres arrondis (50)]	31/12/2023	1/1/2023	+/-
Requêtes au stade pré-judiciaire	4000	6250	-36%
	2023	2022	+/-
Requêtes terminées administrativement	10600	14400	-26%

Nombre de requêtes attribuées à une formation judiciaire²

Graphique 1 Requêtes attribuées à une formation judiciaire par an

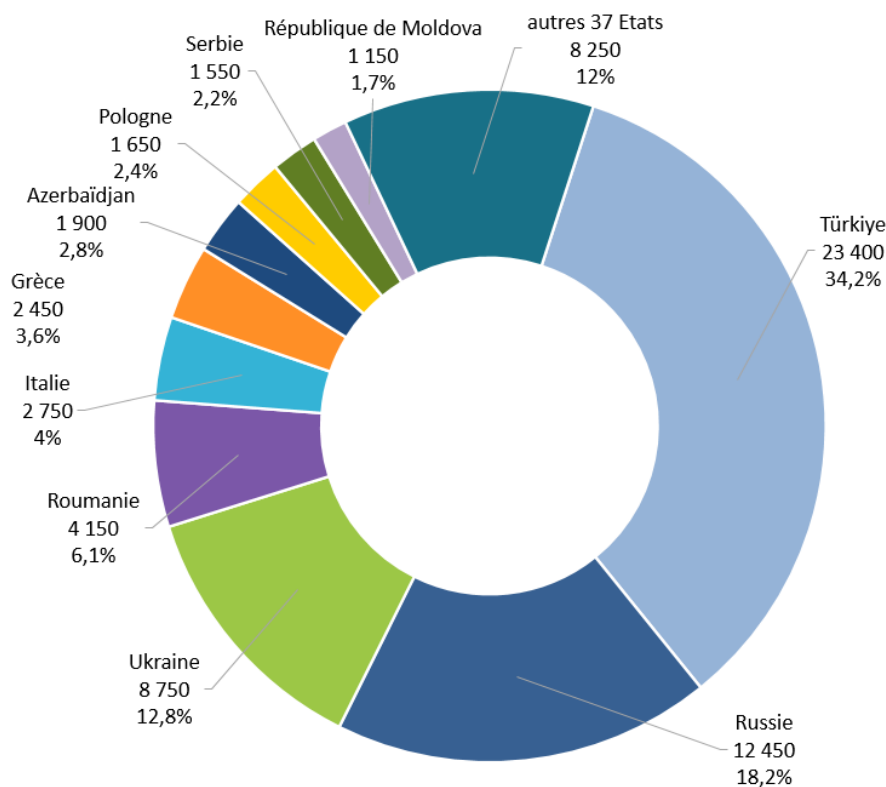


Graphique 2 Requêtes pendantes devant une formation judiciaire par an

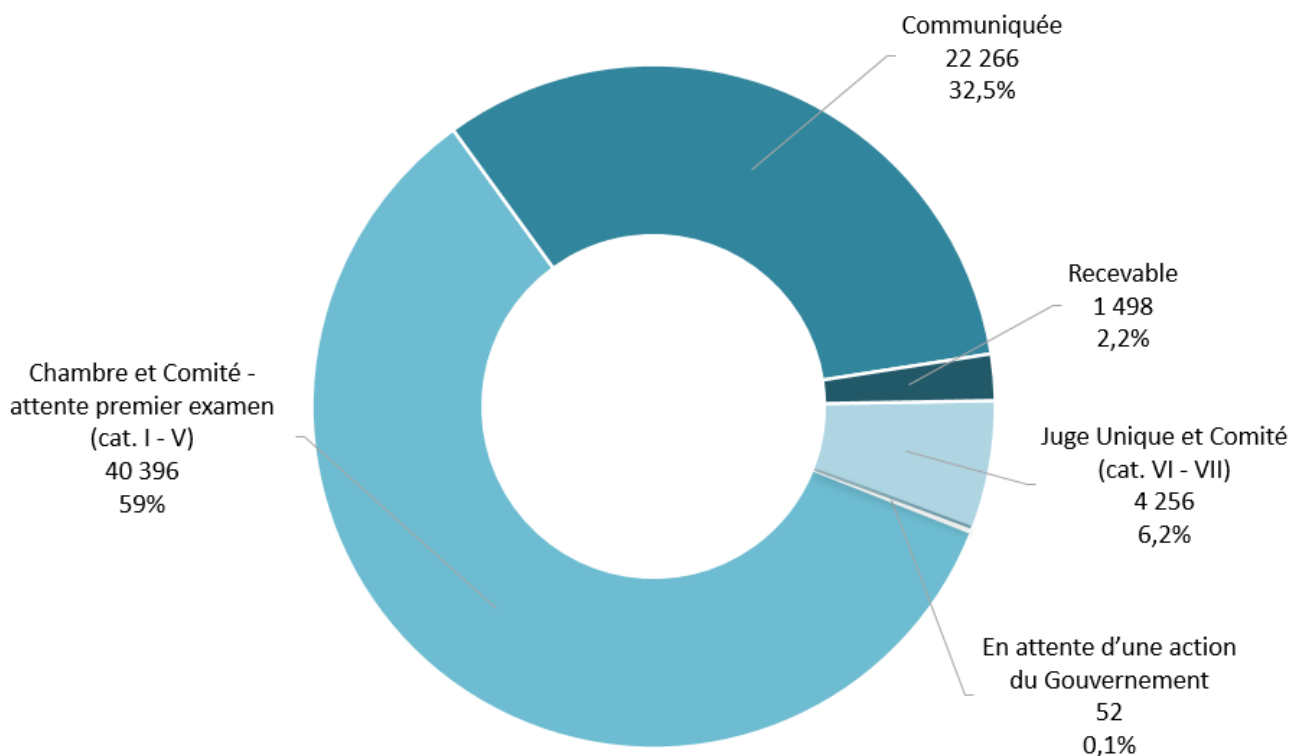


2. Les chiffres indiquent le nombre total de requêtes, y compris les requêtes jointes. Les chiffres sont arrondis.

Graphique 3 La répartition des 68 450 requêtes pendantes par États gros pourvoyeurs de requêtes

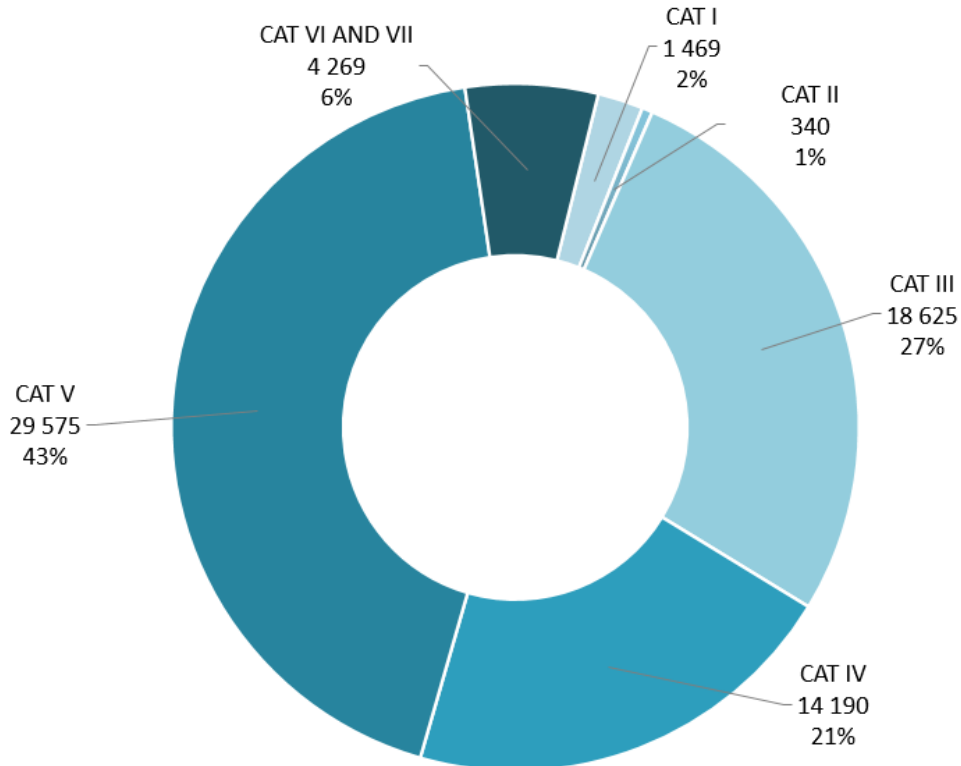


Graphique 4 La répartition des 68 450 requêtes pendantes par stade procédural et formation judiciaire³



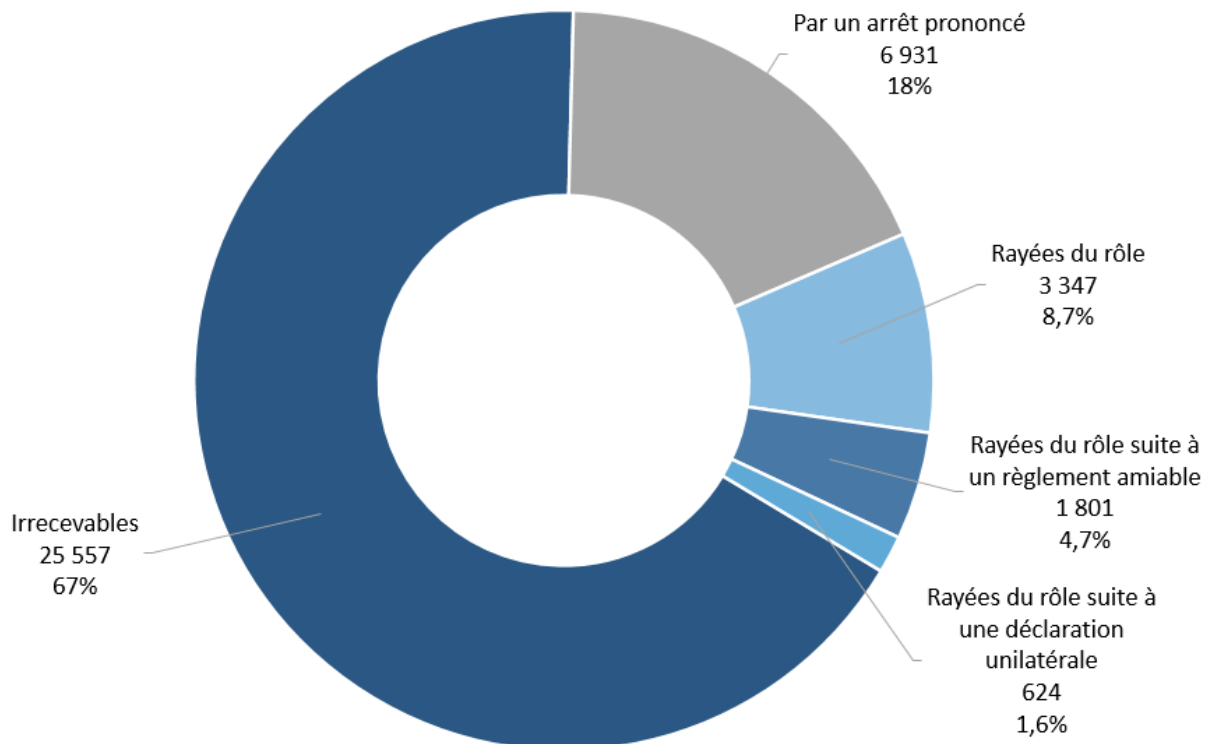
3. Le stade procédural « en attente d'une action du Gouvernement » a été créé pour surveiller les requêtes suivant un arrêt appliquant la procédure pilote.

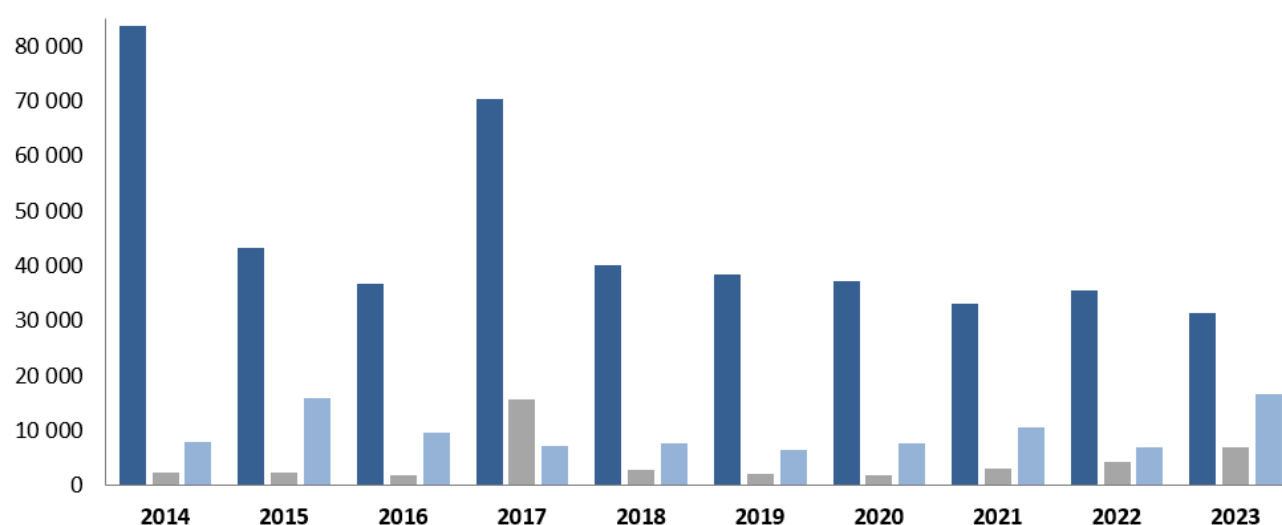
Graphique 5 La répartition des 68 450 requêtes pendantes par catégories



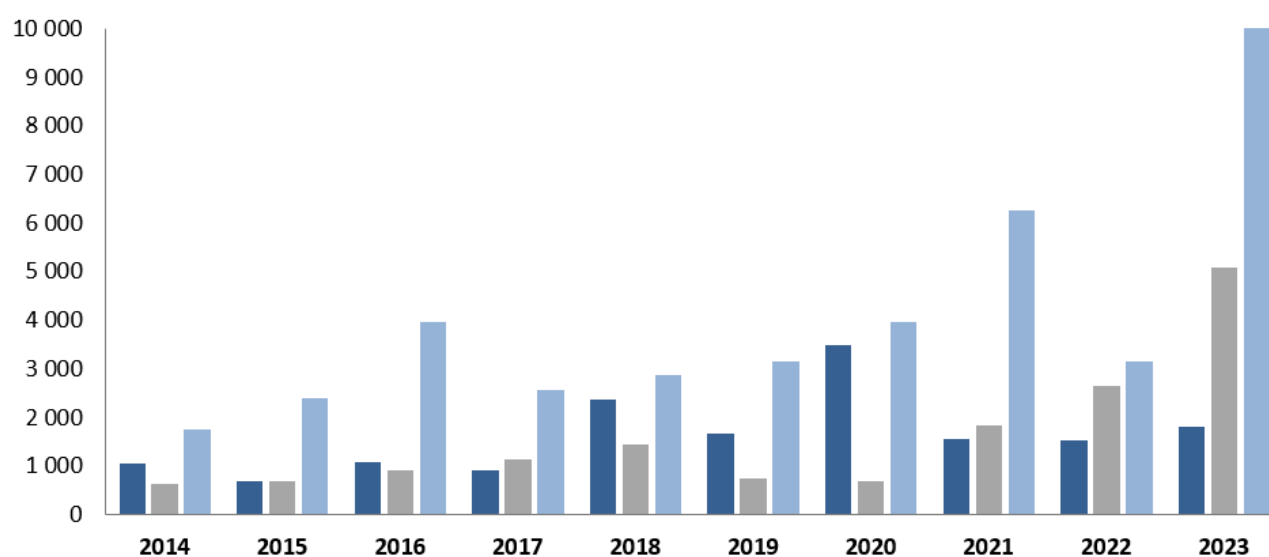
Traitement des requêtes

Graphique 6 38 260 requêtes clôturées en 2023



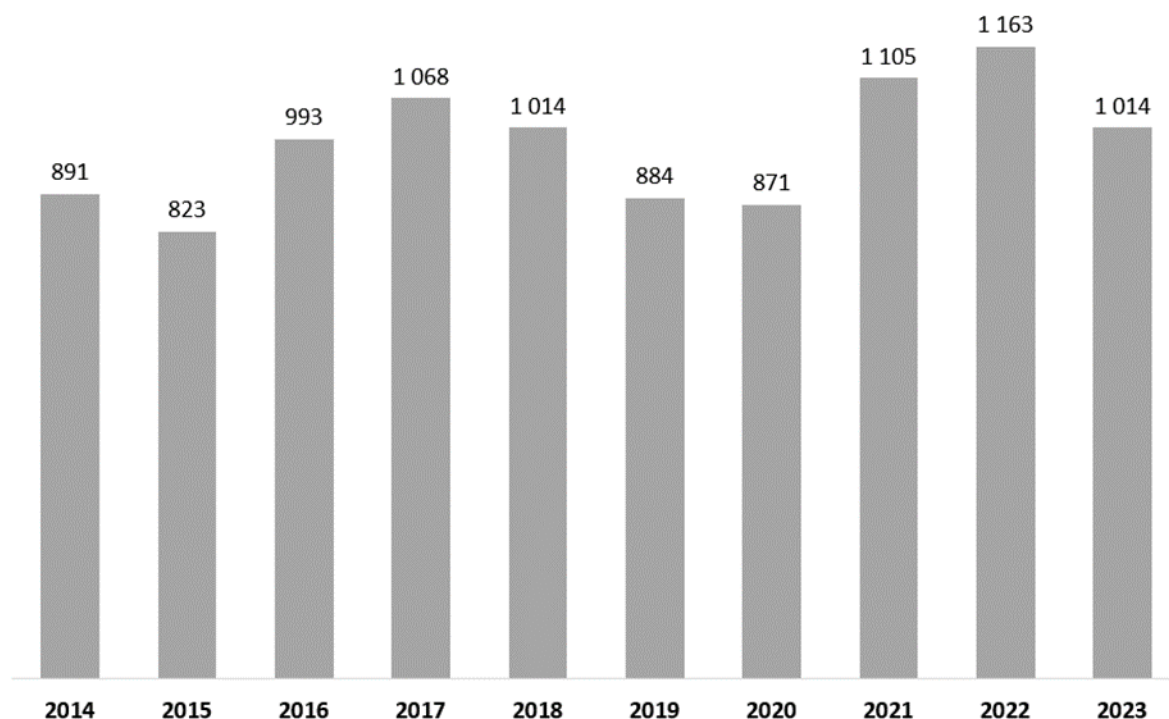
Graphique 7 Requêtes appartenant aux catégories I à VII traitées au cours des dix dernières années

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Requêtes irrecevables ou rayées	83 680	43 134	36 580	70 356	40 022	38 480	37 289	32 962	35 402	31 329
Requêtes par un arrêt prononcé	2 388	2 441	1 927	15 595	2 739	2 187	1 901	3 131	4 168	6 931
Requêtes communiquées	7 896	15 964	9 534	7 226	7 646	6 441	7 683	10 629	6 822	16 623

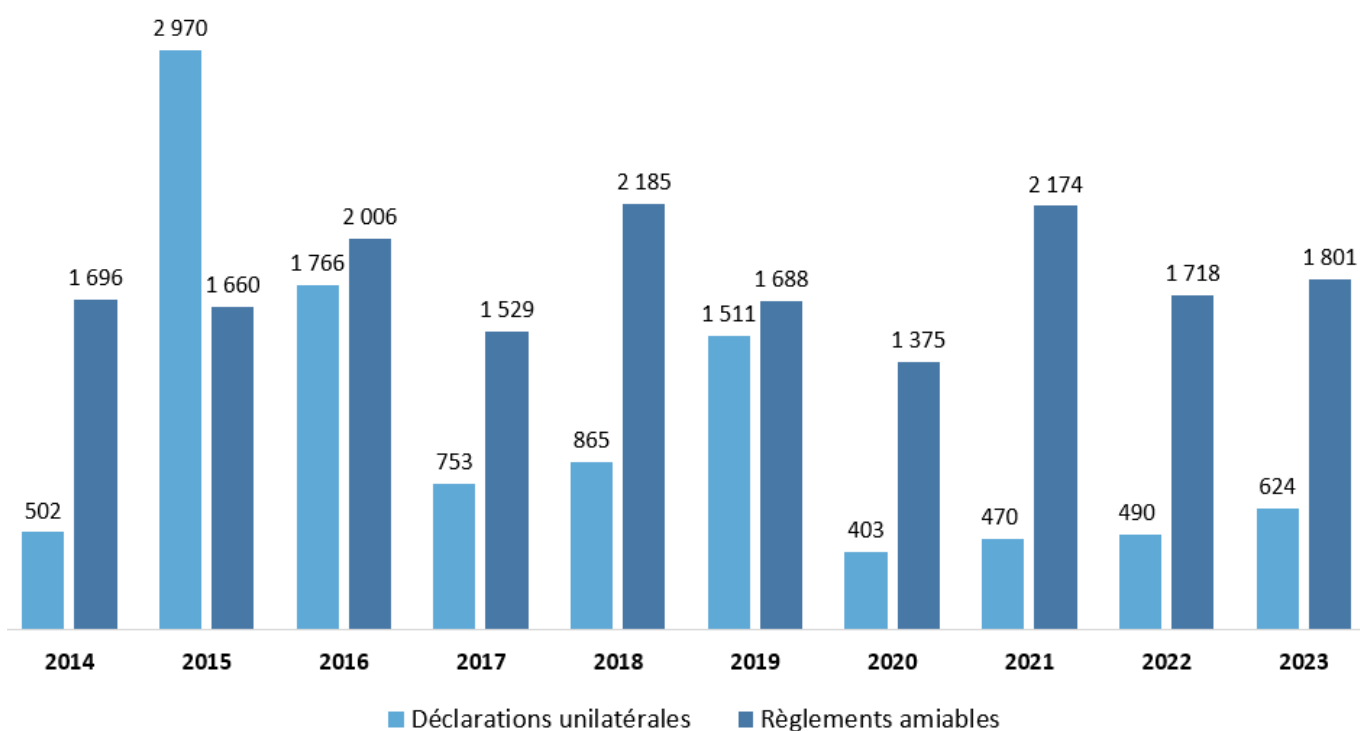
Graphique 8 Requêtes appartenant aux catégories I, II et III traitées au cours des dix dernières années

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Requêtes irrecevables ou rayées	1 051	680	1 067	905	2 357	1 649	3 487	1 549	1 509	1 805
Requêtes par un arrêt prononcé	623	691	898	1 134	1 424	751	679	1 824	2 643	5 075
Requêtes communiquées	1 742	2 392	3 972	2 555	2 871	3 138	3 953	6 266	3 138	10 114

Graphique 9 Nombre d'arrêts (actes juridiques) au cours des dix dernières années

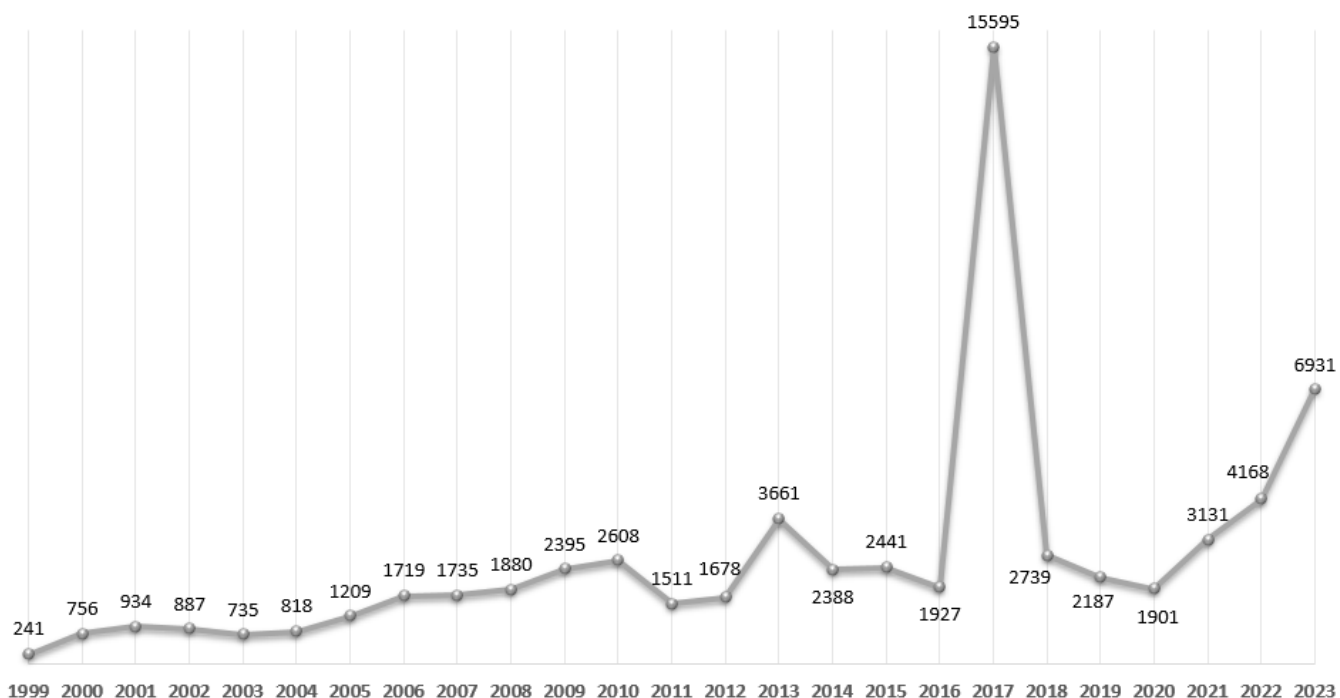


Graphique 10 Évolution des règlements amiables et des déclarations unilatérales au cours des dix dernières années



Graphique 11 Requêtes par un arrêt prononcé au cours des 25 dernières années

25 852 arrêts ont été prononcés portant sur 66 175 requêtes. Le groupe le plus important a été prononcé en 2017 (voir *Burmych et autres c. Ukraine (radiation)* [GC], n^{os} 46852/13 et 12147 autres, 12 octobre 2017).



Graphique 12 Requêtes irrecevables ou rayées au cours des 25 dernières années

935 612 requêtes ont été déclarées irrecevables ou rayées. 2012-2014 sont les années où le nombre de requêtes ayant fait l'objet d'une décision, principalement par le juge unique, a été le plus élevé, suite à l'entrée en vigueur du Protocole n° 14.

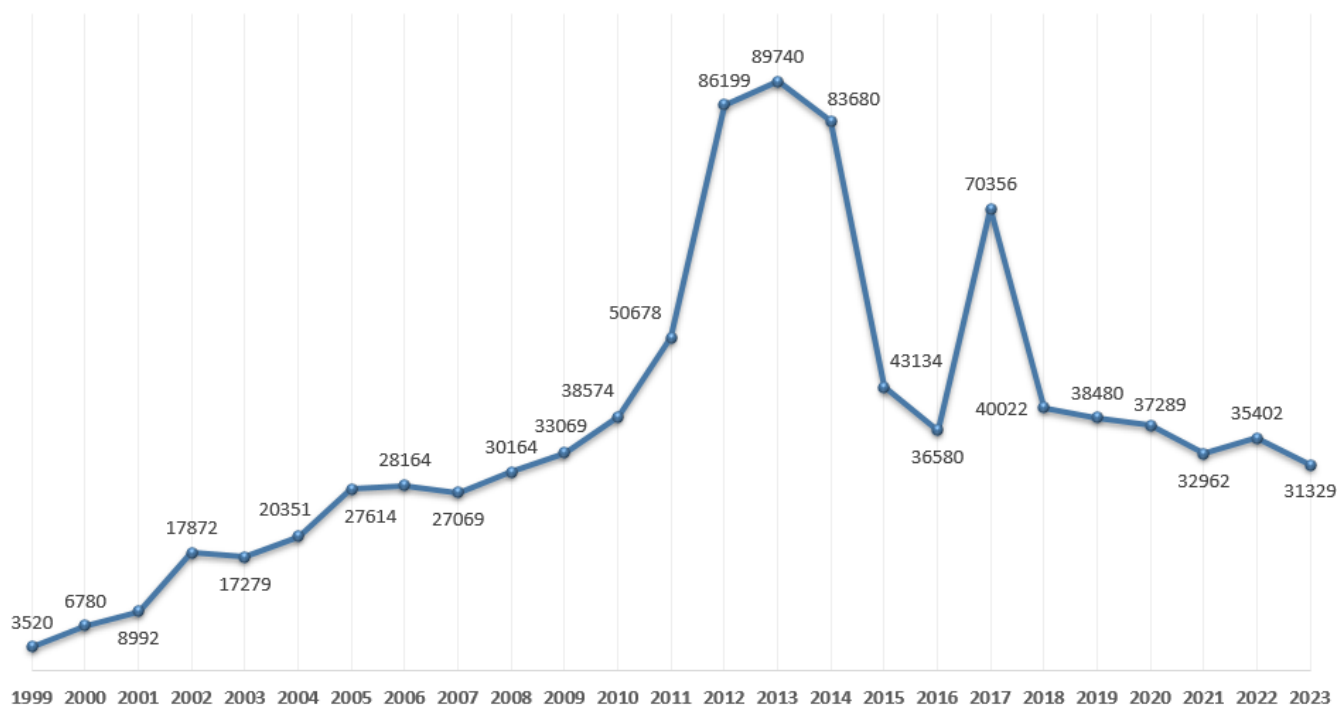


Tableau 2 Déclarations unilatérales et règlements amiables

État	Déclaration Unilatérale			Règlement Amiable		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Albanie	2	3	9	6	2	1
Allemagne	0	0	0	1	2	0
Andorre	0	0	0	0	0	0
Arménie	1	0	0	1	1	5
Autriche	0	0	0	6	0	1
Azerbaïdjan	55	4	111	67	64	154
Belgique	11	21	6	6	22	8
Bosnie-Herzégovine	1	1	0	6	48	1
Bulgarie	6	2	4	30	33	7
Chypre	0	1	0	1	1	0
Croatie	17	12	6	34	20	5
Danemark	0	0	0	1	0	1
Espagne	0	0	0	0	0	0
Estonie	0	0	1	2	1	0
Finlande	0	0	0	0	0	0
France	2	4	2	10	6	8
Géorgie	0	0	0	0	0	0
Grèce	1	4	80	40	7	367
Hongrie	8	13	6	221	170	235
Irlande	2	0	0	3	0	0
Islande	5	16	0	7	2	0
Italie	142	179	247	236	85	164
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	1	9	0
Luxembourg	0	0	0	0	0	0
Macédoine du Nord	9	6	30	74	19	86
Malte	0	0	0	1	0	0
République de Moldova	7	1	3	8	3	10
Monaco	0	0	0	1	0	0
Monténégro	0	0	1	1	4	6
Norvège	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	2	0	4	4	4
Pologne	56	33	54	131	77	135
Portugal	4	2	11	11	14	18
République tchèque	0	1	1	4	4	2
Roumanie	48	41	11	224	406	57
Royaume-Uni	0	0	0	5	9	2
Russie	42	23	0	244	27	0
Saint-Marin	0	0	2	2	0	1
Serbie	1	10	8	708	625	490
Slovaquie	6	2	3	26	23	19
Slovénie	0	0	1	0	13	3
Suède	0	0	0	0	0	0
Suisse	1	0	0	1	7	2
Türkiye	30	109	27	43	10	9
Ukraine	13	0	0	7	0	0
Total	470	490	624	2174	1718	1801

Tableau 3 Charge de travail de la Cour par stade procédural et formation judiciaire

État	Juge Unique et Comité (cat. VI-VII)	Chambre et Comité - attente premier examen (cat. I-V)	Communiquée	En attente d'une action du Gouvernement	Recevable	TOTAL
Albanie	25	257	90		11	383
Allemagne	102	40	30		2	174
Andorre	2					2
Arménie	83	272	476		5	836
Autriche	89	19	17			125
Azerbaïdjan	11	975	859		32	1877
Belgique	21	266	119		2	408
Bosnie-Herzégovine	69	13	21		1	104
Bulgarie	49	364	82		6	501
Chypre	9	5	25		1	40
Croatie	102	499	132		6	739
Danemark	6	1	25		2	34
Espagne	87	10	45		2	144
Estonie	12	5	16		4	37
Finlande	40	4	9		1	54
France	56	152	222		38	468
Géorgie	34	74	72		5	185
Grèce	27	1186	1209		7	2429
Hongrie	54	163	345		16	578
Irlande	4	3	1			8
Islande	10	1	27			38
Italie	151	1684	589		319	2743
Lettonie	208	98	67		7	380
Liechtenstein						0
Lituanie	45	45	56		4	150
Luxembourg	3	7	4		1	15
Macédoine du Nord	33	221	83		11	348
Malte		11	13		3	27
République de	17	835	270		27	1149
Monaco		12	4			16
Monténégro	32	20	29			81
Norvège	22	26	6			54
Pays-Bas	67	24	47		11	149
Pologne	133	789	651	52	23	1648
Portugal	9	322	124		8	463
République tchèque	46	44	39		2	131
Roumanie	225	2695	1142		109	4171
Royaume-Uni	47	26	49		5	127
Russie	96	3886	7736		735	12453
Saint-Marin	1	20	48		3	72
Serbie	764	398	373			1535
Slovaquie	74	87	161		1	323
Slovénie	104	783	21		2	910
Suède	20	5	10		1	36
Suisse	70	64	52		3	189
Türkiye	956	16874	5537		30	23397
Ukraine	241	7111	1333		52	8737
Total	4256	40396	22266	52	1498	68468

Tableau 4 Principales étapes procédurales du traitement des requêtes par pays

État	Requêtes attribuées à une formation judiciaire			Requêtes communiquées au Gouvernement			Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle			Requêtes ayant donné lieu à des arrêts		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Albanie	75	85	133	38	12	47	220	107	106	4	9	37
Allemagne	574	535	450	10	13	7	584	501	459	3	8	13
Andorre	11	10	6	2	0	0	9	8	9	0	0	0
Arménie	134	111	147	36	48	348	194	177	510	17	31	31
Autriche	222	254	200	19	4	11	190	258	166	8	4	9
Azerbaïdjan	425	389	438	116	237	613	298	269	655	79	51	77
Belgique	155	1169	1328	65	147	38	151	166	2125	28	13	14
Bosnie-Herzégovine	784	407	248	59	27	18	529	808	326	60	15	2
Bulgarie	623	597	486	74	70	55	526	568	485	60	28	39
Chypre	52	43	29	15	9	16	47	58	32	3	7	5
Croatie	698	886	1012	111	70	52	637	809	705	45	37	46
Danemark	67	97	87	6	22	12	47	100	86	8	4	5
Espagne	614	718	421	10	17	25	587	730	370	13	13	16
Estonie	113	141	103	12	11	6	105	145	97	2	6	6
Finlande	91	170	91	3	2	2	109	150	72	1	0	2
France	764	831	729	165	94	89	684	852	838	23	30	57
Georgie	120	150	156	23	21	23	110	508	99	17	15	20
Grèce	912	1947	541	330	921	340	521	519	875	15	22	20
Hongrie	1086	1267	2469	458	323	435	894	1070	2442	89	202	72
Irlande	35	28	21	4	2	0	48	27	20	1	1	3
Islande	21	30	19	17	6	3	33	46	11	2	4	0
Italie	1610	1931	1957	365	784	510	1352	1950	2549	54	39	117
Lettonie	268	272	166	23	17	19	266	251	185	3	8	7
Liechtenstein	8	1	6	0	0	0	8	2	6	1	0	0
Lituanie	429	360	351	27	34	26	396	307	428	10	23	15
Luxembourg	30	35	28	1	3	2	30	37	25	5	1	2
Macédoine du Nord	394	367	335	41	24	133	362	302	368	6	12	25
Malte	62	19	22	26	16	6	21	38	25	17	15	14
République de Moldova	630	642	653	76	150	53	553	601	496	80	35	40
Monaco	8	8	9	5	1	0	9	4	5	0	0	1
Monténégro	381	295	173	4	18	21	189	414	193	6	3	0
Norvège	116	131	87	6	3	1	92	120	96	10	5	9
Pays-Bas	248	198	231	22	26	15	282	250	172	7	1	14
Pologne	2889	2146	1843	328	379	426	1768	1881	2574	28	34	74
Portugal	260	335	371	45	69	121	283	238	278	5	11	6
République tchèque	331	309	343	14	19	21	332	311	334	6	10	14
Roumanie	2971	3302	2821	1020	1058	841	4366	3720	3041	487	507	400
Royaume-Uni	210	240	201	28	17	11	206	255	172	10	5	4
Russie	9432	6077	1695	1069	297	9418	5261	4424	833	741	1759	4466
Saint-Marin	18	56	16	7	13	39	12	3	11	0	4	1
Serbie	1993	3289	1522	1025	738	446	1933	3093	1910	29	31	15
Slovaquie	460	479	457	52	48	143	366	464	323	27	26	19
Slovénie	234	287	978	9	30	10	172	271	203	7	4	2
Suède	157	162	143	10	2	5	158	167	138	1	3	2
Suisse	273	257	280	21	15	12	242	227	245	7	8	15
Türkiye	9548	12551	8341	4155	652	1494	5654	6493	4232	567	752	807
Ukraine	3721	1914	2531	677	353	710	2126	1703	1999	539	372	388
Total	44257	45528	34674	10629	6822	16623	32962	35402	31329	3131	4168	6931

Les graphiques par pays sont disponibles sur <https://echr.coe.int/dashboards>.

Tableau 5 Requêtes attribuées par État contractant et population*

État	Requêtes attribuées à une formation judiciaire			Population (1 000)			Requêtes attribuées/population (10 000)		
	2021	2022	2023	1.1.2021	1.1.2022	1.1.2023	2021	2022	2023
Albanie	75	85	133	2830	2794	2762	0,27	0,30	0,48
Allemagne	574	535	450	83155	83237	84359	0,07	0,06	0,05
Andorre	11	10	6	77	80	82	1,43	1,25	0,73
Arménie	134	111	147	2963	2963	2977	0,45	0,37	0,49
Autriche	222	254	200	8933	8979	9105	0,25	0,28	0,22
Azerbaïdjan	425	389	438	10119	10156	10127	0,42	0,38	0,43
Belgique	155	1169	1328	11555	11618	11754	0,13	1,01	1,13
Bosnie-Herzégovine	784	407	248	3287	3234	3211	2,39	1,26	0,77
Bulgarie	623	597	486	6917	6839	6448	0,90	0,87	0,75
Chypre	52	43	29	896	905	921	0,58	0,48	0,31
Croatie	698	886	1012	4036	3862	3851	1,73	2,29	2,63
Danemark	67	97	87	5840	5873	5933	0,11	0,17	0,15
Espagne	614	718	421	47399	47433	48060	0,13	0,15	0,09
Estonie	113	141	103	1330	1332	1366	0,85	1,06	0,75
Finlande	91	170	91	5534	5548	5564	0,16	0,31	0,16
France	764	831	729	67657	67872	68071	0,11	0,12	0,11
Géorgie	120	150	156	3728	3689	3736	0,32	0,41	0,42
Grèce	912	1947	541	10679	10460	10394	0,85	1,86	0,52
Hongrie	1086	1267	2469	9731	9689	9597	1,12	1,31	2,57
Irlande	35	28	21	5006	5060	5194	0,07	0,06	0,04
Islande	21	30	19	369	376	388	0,57	0,80	0,49
Italie	1610	1931	1957	59236	59030	58851	0,27	0,33	0,33
Lettonie	268	272	166	1893	1876	1883	1,42	1,45	0,88
Liechtenstein	8	1	6	39	39	40	2,05	0,26	1,50
Lituanie	429	360	351	2796	2806	2857	1,53	1,28	1,23
Luxembourg	30	35	28	635	645	661	0,47	0,54	0,42
Macédoine du Nord	394	367	335	2069	1837	1830	1,90	2,00	1,83
Malte	62	19	22	516	521	542	1,20	0,36	0,41
République de Moldova	630	642	653	2597	2604	2513	2,40	2,47	2,60
Monaco	8	8	9	39	36	36	2,05	2,22	2,50
Monténégro	381	295	173	621	618	617	6,14	4,77	2,80
Norvège	116	131	87	5391	5425	5489	0,22	0,24	0,16
Pays-Bas	248	198	231	17475	17591	17811	0,14	0,11	0,13
Pologne	2889	2146	1843	37840	37654	36754	0,76	0,57	0,50
Portugal	260	335	371	10298	10352	10467	0,25	0,32	0,35
République tchèque	331	309	343	10495	10517	10828	0,32	0,29	0,32
Roumanie	2971	3302	2821	19202	19042	19052	1,55	1,73	1,48
Royaume-Uni	210	240	201	68134	67509	67737	0,03	0,04	0,03
Russie*	9432	6077	1695	143667	143667	143667	0,66	0,42	0,12
Saint-Marin	18	56	16	35	34	34	5,14	16,47	4,71
Serbie	1993	3289	1522	6872	6797	6664	2,90	4,84	2,28
Slovaquie	460	479	457	5460	5435	5429	0,84	0,88	0,84
Slovénie	234	287	978	2109	2107	2117	1,11	1,36	4,62
Suède	157	162	143	10379	10452	10522	0,15	0,15	0,14
Suisse	273	257	280	8670	8739	8813	0,31	0,29	0,32
Türkiye	9548	12551	8341	83614	84680	85280	1,14	1,48	0,98
Ukraine	3721	1914	2531	45246	45246	45246	0,82	0,42	0,56
Total	44257	45528	34674	837369	837258	839640	0,53	0,54	0,41

* Les 46 pays membres du Conseil de l'Europe comptaient au 1^{er} janvier 2023 environ 696 millions d'habitants. Le nombre moyen de requêtes attribuées à une formation judiciaire pour 10 000 habitants (sans tenir compte des chiffres relatifs à la Russie) était de 0,47 en 2023. **SOURCES au 01.01.2023** : sites Internet d'Eurostat (statistiques générales et régionales : la base des données « Population au 1^{er} janvier ») et de la Division de la population de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales).